
MARRAKECH – Réunion matinale des boursiers
Lundi 7 mars 2016 – 7h00 à 8h15 WET
ICANN55 | Marrakech, Maroc

ALAN GREENBERG : Pour résumer, nous avons environ 200 structures At-Large. Certaines des RALO, bientôt la totalité des RALO, auront des utilisateurs individuels. Si vous, à titre individuel, souhaitez participer, dans certaines régions, vous pouvez déjà le faire. Dans d'autres régions, vous serez en mesure de participer. Vous n'avez pas à créer un groupe d'amis autour de vous si vous souhaitez être seul.

Les régions, bien sûr, j'imagine que vous savez déjà où elles se trouvent. Le Comité consultatif At-Large, que vous voyez à droite, est composé de 15 personnes, trois par région. Deux par région sont sélectionnées par la RALO et une par région est sélectionnée par le Comité de nomination de l'ICANN afin de permettre aux individus qui ne sont pas déjà associés à l'organisation de s'impliquer.

Moi, par exemple, j'ai été nommé à l'origine par le Comité de nomination car les RALO n'existaient pas à ce moment-là, elles commençaient juste à exister. Et à présent je suis nommé par

Remarque : Le présent document est le résultat de la transcription d'un fichier audio à un fichier de texte. Dans son ensemble, la transcription est fidèle au fichier audio. Toutefois, dans certains cas il est possible qu'elle soit incomplète ou qu'il y ait des inexactitudes dues à la qualité du fichier audio, parfois inaudible ; il faut noter également que des corrections grammaticales y ont été incorporées pour améliorer la qualité du texte ainsi que pour faciliter sa compréhension. Cette transcription doit être considérée comme un supplément du fichier mais pas comme registre faisant autorité.

ma RALO Amérique du Nord afin de les représenter ici. Donc 15 personnes, dont 10 qui gravissent les échelons et 5 qui restent en marge, donc nous pouvons ajouter de nouvelles personnes au mélange, et avoir de nouveaux avis, et veiller à ne pas se retrouver bloqués au sein d'un petit groupe.

Alors, que faisons-nous ? Je peux répéter encore la première phrase. Nous représentons les intérêts des utilisateurs finaux. Qu'est-ce que cela veut dire ? L'ICANN est régulièrement, par exemple, dans la partie du monde de la GNSO, et vous entendrez différentes personnes de la GNSO, l'Organisation de soutien aux extensions génériques. Elle est chargée de recommander au Conseil d'administration de l'ICANN des politiques relatives aux gTLD. Les gTLD constituent probablement la plus grande préoccupation au sein de l'ICANN. Car bien que nous ayons un groupe chargé d'examiner les TLD géographiques, ils ne relèvent pas vraiment de notre compétence et nous ne pouvons donc pas élaborer de politiques car ils sont autonomes. Il y a quelques exceptions mais en général c'est ce qui se passe.

De même, la prise en charge d'un élément important de l'ICANN, les numéros, est assurée en grande partie par d'autres groupes, les différents registres Internet, l'IETF. Une partie importante des travaux de base ne relève pas de notre compétence. Une grosse partie du travail concerne ici les gTLD, et l'At-Large y consacre beaucoup d'énergie.

Nous participons à des activités communautaires. Certaines activités de l'ICANN portent sur des segments individuels de l'ICANN, les gTLD, les ccTLD. D'autres segments sont transversaux et concernent toute la communauté, et bien évidemment nous y participons.

L'ICANN a ce que l'on appelle une consultation publique. Dès que l'ICANN s'apprête à prendre une mesure importante, nous demandons aux individus leurs avis concernant ce que nous avons réalisé jusqu'à maintenant. C'est le processus de consultation publique. Parfois, au tout début, on demande « Quel est votre avis sur ce sujet ? » L'At-Large examine chacun de ces avis. Si nous estimons qu'il y a une intersection, une raison pour laquelle cela pourrait affecter directement/indirectement les utilisateurs, alors nous nous impliquons activement.

Je n'arrive pas à lire ce que dit le prochain.

FEMME NON IDENTIFIÉE : Oh ! Il dit « Donner un avis au Conseil d'administration de l'ICANN ».

ALAN GREENBERG : Donner un avis au Conseil d'administration de l'ICANN. OK. Notre mission officielle consiste à donner un avis au Conseil

d'administration de l'ICANN. Officieusement, nous donnons des avis à tout le monde. Certains les suivent, d'autres non. Le Conseil d'administration n'est pas tenu de suivre notre avis. Il est tenu de prendre en compte ce que l'on dit. C'est l'une des choses qui s'est améliorée au sein de l'At-Large. Les statuts constitutifs de l'ICANN n'imposent pas cela, mais heureusement ils le font.

Nous supervisons l'ensemble de la communauté. Les RALO sont relativement indépendantes. Elles suivent des règles qu'elles se fixent elles-mêmes. Elles suivent des règles que nous fixons pour leur compte, notamment concernant les ALS, mais nous sommes compétents pour admettre les ALS, par exemple, ou pour les destituer, parfois, pas souvent.

Nous parlerons des activités menées récemment. J'imagine que certains d'entre vous ont entendu parler de l'IANA. On parle beaucoup de l'IANA au sein de l'ICANN. S'il ne s'agit pas de votre première réunion, vous avez forcément entendu parler de l'IANA. L'IANA est un très petit groupe qui se charge de publier les informations permettant aux utilisateurs d'utiliser Internet. Il assure l'aiguillage vers les principales parties du système des noms de domaine. Il assure l'aiguillage, ou fournit les informations, vers les paramètres qui sont définis par l'IETF, qui permettent à toutes vos applications de marcher. Il gère le système des numéros pour le compte du registre des noms

d'Internet. Il donne les adresses que vous pouvez utiliser à chacun des registres régionaux afin qu'ils puissent les utiliser. Il existe un certain nombre d'autres choses liées à cela.

Souvenez-vous de l'histoire de l'Internet. L'Internet a commencé comme un projet du Département de la défense des États-Unis et a grandi au fur et à mesure. À un moment donné, on l'appelait le réseau de la Fondation nationale des sciences. Il a été financé par la Fondation nationale des sciences et a largement été mis en relation avec les universités, les laboratoires de recherche, les superordinateurs. Il a ensuite été transféré au Département du commerce des États-Unis lorsque que cela est devenu évident qu'il ne servait pas seulement aux universités.

L'ICANN a été créée, en grande partie, sous l'égide du Département du commerce des États-Unis, et nous avons établi un certain nombre de relations avec lui, un certain nombre de - je ne dirais pas contrats car ça n'a jamais été des contrats, mais des protocoles d'accord. À l'heure actuelle, nous avons ce que l'on appelle l'Affirmation d'engagements, qui n'est pas un contrat, mais qui consigne ce que nous promettons de faire.

Quel jour sommes-nous aujourd'hui ?

FEMME NON IDENTIFIÉE : Le 7 mars.

ALAN GREENBERG :

Le 7 mars. Il y a deux ans et sept jours, le Département du commerce des États-Unis, le gouvernement des États-Unis a annoncé qu'il souhaitait mettre un terme à cette relation. Des individus dans certains pays à travers le monde ont été légèrement bouleversés, et ce n'est qu'à moitié une blague car certains d'entre eux ont vraiment été très bouleversés, car le noyau dur d'Internet est géré en vertu d'un contrat, d'une façon ou d'une autre, par le gouvernement des États-Unis. Ils ont fait part de leur intention d'y mettre un terme. Ils souhaitent y mettre un terme si l'ICANN, le groupe qui supervise la plupart de ces choses-là, leur fonctionnement, définit un plan, un plan qui préserverait l'Internet mais exclurait le gouvernement des États-Unis et ne le remplacerait par aucun autre gouvernement ou ensemble de gouvernements.

Des travaux intéressants ont été menés avec à la clé un plan de transition de l'IANA, dont une partie est actuellement en train d'être mise en œuvre, une autre est en attente, et on verra ça dans une minute. Une partie des conditions posées était que si l'on dégagait un plan pour superviser l'IANA, il devait répondre aux besoins des utilisateurs du monde, aux différentes parties prenantes du monde, car il ne devrait être repris pendant deux ans par des gouvernements ou une autre entité, ou d'un coup contrôlé uniquement par ces composantes de l'Internet qui

cherchent à faire de l'argent ou éventuellement à en prendre le contrôle. Ça pourrait être le cas au moins de certaines personnes. Donc nous devons aussi définir un mécanisme de responsabilité afin de veiller à ce que l'ICANN, et notamment le Conseil d'administration de l'ICANN qui contrôle l'ICANN, ne commette aucune aberration.

Nous, les parties prenantes de l'ICANN, sélectionnons les membres du Conseil d'administration, mais une fois qu'ils sont nommés, ils prennent leurs responsabilités individuelles. La question est de savoir comment s'assurer que si, du point de vue de la communauté, ils ne font pas les choses correctement, nous avons des recours.

Il y a un mécanisme de responsabilité qui est en cours de ratification lors de cette réunion. Pendant quinze mois, des travaux ont été menés afin d'élaborer un plan de responsabilité, et je suis ravi de dire qu'à compter d'hier à environ 16h00, le Comité consultatif At-Large, l'une des entités les plus importantes du CCWG, le groupe de travail intercommunautaire chargé du renforcement de la responsabilité, l'a ratifié. À partir d'hier, trois des six organisations de l'ICANN qui l'ont parrainé l'ont ratifié. Nous espérons que les trois autres en fassent de même demain ou très bientôt. Vous en entendrez parler d'une façon ou d'une autre.

S'ils le ratifient, l'ICANN, dans le cadre d'une procédure formelle le jeudi, remettra ces rapports à la NTIA, la composante du Département du commerce des États-Unis chargée de les superviser. Elle les analysera et formulera une recommandation au gouvernement des États-Unis afin de savoir si une transition devrait être opérée ou non. Les prochains mois seront très intéressants. Tout cela se passe, en plus, en pleine élection américaine. Au pire moment.

Un examen de la concurrence, de la confiance du consommateur et du choix du consommateur est également en cours. Il s'agit d'un examen mandaté par l'Affirmation d'engagements. Vous vous souvenez peut-être que je vous avais dit qu'en vertu du contrat actuel avec le gouvernement des États-Unis, après l'annonce des nouveaux gTLD, un an après, nous devons les passer en revue et aviser. Sont-ils bénéfiques ? Causent-ils des problèmes ? Fonctionnent-ils de la façon dont nous souhaitons ? C'est peut-être un peu tôt de faire cela seulement un an après, mais nous commençons le processus maintenant, et au cours de l'année à venir, nous nous pencherons sur ces choses-là.

Nous ne critiquons pas seulement les choses après qu'elles sont arrivées. Nous essayons de nous investir et de faire bouger les choses dans une direction qui, selon nous, est bonne pour les utilisateurs. Et l'une des choses sur lesquelles nous avons

travaillé concerne les services d'anonymisation et d'enregistrement fiduciaire. Tout le monde a-t-il connaissance de ce terme ? Il est assez complexe. Lorsque vous enregistrez un nom TLD générique, un gTLD .com, .org, .photo, vous devez dire qui vous êtes et comment vous contactez. Car si vous vous trompez ou quoique ce soit, nous voulons être en mesure de vous contacter. Le nous est très générique. Ça peut être votre force de police locale. Ça peut être l'un de vos clients.

Toutefois, certaines personnes ne veulent pas que leurs noms soient affichés pour des raisons tout à fait compréhensibles. Si vous menez une opération qui vise à protéger la liberté d'expression dans un pays où la liberté d'expression n'est pas garantie, vous pouvez ne pas vouloir publier votre nom et dire « C'est moi qui dis toutes ces choses ». Il peut y avoir beaucoup de raisons. Dans bon nombre de cas, lorsque vous acquérez un nom de domaine, vous pouvez dire « Je ne veux pas que mon nom soit affiché. Le nom de quelqu'un d'autre sera publié mais les e-mails me parviendront. Nous serons en lien. C'est juste que mon nom ne sera pas rendu public. » Il s'agit d'un service d'enregistrement fiduciaire. Le service d'anonymisation est légèrement différent. Mon nom est publié mais pas mon adresse ni mon numéro de téléphone.

Ces services se sont développés. Ils n'ont pas été conçus au sein d'Internet. Lorsque l'Internet n'était qu'au service du personnel

des laboratoires universitaires, il n'y avait aucune information confidentielle. Seul le nom de l'université. On savait où il était. Mais quand les gens ont commencé à s'investir, le monde a beaucoup changé.

Certains services se sont développés sans que des règles ne leur soient associées. Par exemple, il y avait des services d'enregistrement fiduciaire dans certaines parties du monde où, si vous les cherchiez dans l'annuaire téléphonique, vous ne les trouviez pas. De fait, si vous les cherchiez sur Google Maps, vous ne pouviez les trouver car leur adresse n'existait pas. Leur numéro de téléphone n'existait pas. S'ils disaient qu'ils étaient dans un pays donné, leur code postal n'existait pas. Vous ne pouviez trouver ni les véritables utilisateurs, ni le service d'enregistrement fiduciaire. Cela montre le degré d'anonymisation, mais ce n'était pas illégal car dans certains cas - eh bien c'était illégal mais c'était dur à trouver. Pas illégal, ça allait à l'encontre de nos règles.

Lors d'une récente itération du contrat conclu avec les bureaux d'enregistrement, nous avons dit « Si vous traitez avec des services d'enregistrement fiduciaire ou d'anonymisation, ils vont devoir respecter certaines règles ». Le PDP, processus d'élaboration de politiques, vous en entendrez souvent parler au sein de l'ICANN, consiste à rassembler un groupe de personnes intéressées afin de définir certaines règles. Ça n'a clairement pas

été facile car certaines personnes souhaitent le plus de confidentialité possible. D'autres, peut-être votre organisme local chargé de l'application de la loi, ne souhaitaient pas de cette confidentialité. Ils souhaitent être en mesure de suivre les individus. C'est un monde intéressant.

C'est tout. Il se passe pleins de choses drôles. Je vous encourage à participer à l'ICANN. Le programme de bourses est un programme incroyable. Il est destiné à des personnes ayant un intérêt dans ce que l'on fait et des personnes telles que moi s'adressent à elles afin de leur expliquer nos activités, nous vous donnons la possibilité d'assister aux réunions de l'ICANN, nous vous donnons accès aux personnes qui vous suivront et répondront à vos questions. Il s'agit de l'une de nos meilleures inventions.

Je vous invite à présent à poser des questions, s'il nous reste du temps. Je crois que nous avons deux minutes. J'ai parlé un peu trop.

FEMME NON IDENTIFIÉE : Trois minutes.

ALAN GREENBERG : Trois minutes. Je ne serai là, pas loin.

FEMME NON IDENTIFIÉE : Notre prochain intervenant n'est pas prêt.

ALAN GREENBERG : Vous pouvez prendre mon adresse e-mail, et beaucoup de gens seront ravis de pouvoir parler avec vous. L'ALAC et l'At-Large seront ravis que vous nous rejoigniez pour les 10 ou 15 prochaines années de votre vie. Nous utiliserons tout ça si vous nous le permettez. Non seulement vous passerez un bon moment mais vous pourrez influencer l'orientation que prend l'Internet, et espérons-le dans l'intérêt de tous. Merci.

ARSENE TUNGALI : Merci. Je suis boursier pour la seconde fois, je viens de la République démocratique du Congo. Merci beaucoup pour cette présentation. Lors de la présentation, j'ai cru entendre qu'il y avait jusqu'à 200 ALS à travers le monde. Vous dites que vous représentez les opinions ou les intérêts des utilisateurs finaux. Ma question est la suivante, une fois j'ai consulté le site Web afin d'essayer d'enregistrer ma propre organisation en tant qu'ALS. La procédure m'a semblé vraiment très complexe. La procédure est très longue et je n'ai pas pu arriver à la fin. Je me demande donc pourquoi vous complexifiez tellement la tâche d'une organisation souhaitant s'enregistrer en tant qu'ALS ? Merci.

ALAN GREENBERG :

Je pourrais dire en rigolant que c'est volontairement que nous complexifions autant la procédure. Mais ce n'est pas le cas. Deux choses sont à prendre en compte. Tout d'abord, nous avons remplacé le site Internet il y a environ deux semaines. Par conséquent, je ne dis pas que le nouveau site résout tous les problèmes car il a été en cours de développement pendant un an et demi et qu'il y a probablement des choses plus ou moins importantes qui ne sont pas encore au point. C'est mon premier point. Ça n'a pas facilité les choses.

La procédure que nous utilisons pour certifier les ALS est également en train de changer. Vous ne verrez rien sur le site Web mais beaucoup de travaux sont en cours. Une partie de ce que j'ai dit est la vérité. Une autre partie est un peu ambitieuse en ce qu'il s'agit d'une théorie idéale selon laquelle nous avons 200 ALS et que chacune d'entre elles rassemble des personnes qui attendent avec impatience de recevoir des informations de notre part. Et dès que nous leur aurons envoyé ces informations, elles en prendront connaissance et formuleront des commentaires. Cela ne marche pas forcément comme ça.

L'ICANN est en charge d'un ensemble de choses plutôt inhabituelles. Si vous parlez à quelqu'un qui n'a jamais été à l'ICANN, il se peut qu'il ne sache même pas ce qu'est un URL.

Vous lui parlez de nom de domaine et il vous répond « Quoi ? » Si vous lui donnez un exemple, il saura ce que c'est mais n'aura jamais entendu parler du terme. Les gens s'en fichent. Si vous commencez à parler des numéros IP, leurs yeux vont s'écarquiller. Ce sont des choses obscures, des choses qui n'intéressent pas tout le monde, et nous utilisons une terminologie très spécifique. Et nous parlons principalement en anglais qui n'est pas la langue maternelle de la plupart des individus avec lesquels nous traitons.

Plusieurs difficultés se présentent, et nous menons de gros travaux afin de veiller à ce que les personnes de tous les pays dans lesquels nous exerçons des activités, dans toutes les ALS, qui ont manifesté un intérêt, aient la possibilité de comprendre ce dont nous parlons. Nous essayons de supprimer quelques termes de ce jargon technique. Nous essayons de traduire le plus possible. Beaucoup de ces activités sont déjà en cours mais elles vont encore se développer.

Toutefois, la procédure même visant à certifier une ALS est quelque peu obscure. Nous faisons de notre mieux. Vous assisterez au lancement, probablement l'année prochaine, car certaines de nos activités sont contrôlées non seulement par nos propres règles mais aussi par des règlements de l'ICANN. Nous allons, espérons-le, améliorer tout ça mais ne nous laissez pas rendre les choses impossibles. Des personnes sont

désignées dans chaque région. Des personnes peuvent être contactées, je l'espère. Certainement avec un nouveau site Internet, j'espère qu'elles le seront. Lorsque vous voyez un problème, cherchez quelqu'un à contacter. Nous pouvons parfois aider.

Oui, nous avons quelques problèmes. Ce n'est pas facile. 200 organisations ont réussi à le faire, donc ce n'est pas impossible. Merci.

ADETOLA SOGBESAN : Bonjour. Très bien. Adetola du Nigeria, boursier pour la première fois. Merci pour la présentation. Je ne comprends pas très bien lorsque vous dites que le Conseil d'administration, en vertu des statuts constitutifs, n'est pas chargé d'accepter vos avis. Je me demandais si cela relève des activités normales, tout ce que veut le client correspond à ce que la société produit. Vous pouvez produire certains produits, et en fin de compte, [inaudible] le marché ne l'accepte pas, vous souhaitez revoir ou modifier le produit que vous lancez sur le marché. Puis il y a cette idée reçue selon laquelle le client est roi car vous souhaitez vous assurer que les profits que vous engendrez proviennent de ce que le client veut.

À présent, si l'ICANN fait tout ce qu'ils souhaitent, elle passe alors des nuits entières à essayer de faire quelque chose pour le

compte des clients, et les clients disent « C'est ce que nous voulons », à l'At-Large. Alors, le Conseil d'administration n'est pas chargé d'accepter tout ce qu'ils disent, ce qu'ils veulent. Mais comme vous avez dit, ils vous ont obligés à prendre du temps pour y penser, mais pas seulement accepter ce que les clients veulent. Je souhaite juste clarifier cette procédure. Merci.

ALAN GREENBERG :

Merci. Le monde est très complexe. Moi, qui négocie régulièrement avec de vraies sociétés, j'ai remarqué qu'elles ont arrêté de commercialiser quelque chose que j'aimais, et elles ont pris la décision de le remplacer par quelque chose qui, selon elles, est de meilleure qualité et plus intéressant pour leurs clients. Ce client n'était pas d'accord avec elles, mais parfois cela ne change pas le monde. Le monde de l'ICANN est bien plus complexe car on suppose que les utilisateurs finaux sont les seuls clients dont nous parlons. Ce n'est pas le cas.

Souvenez-vous qu'on a parlé au début des multiples parties prenantes. Pourquoi sont-elles multiples ? Pourquoi n'y en a-t-il pas qu'une ? Je vais poser une question plus intéressante d'un point de vue personnel. Nous parlons toujours de l'importance de la diversité. La diversité de genre, la diversité de langue, la diversité de tout un tas de choses. Pourquoi ? Je suis plutôt malin. Je suis vieux. J'ai eu une bonne vie. J'ai gagné beaucoup

d'argent. Croyez-moi, je serai la partie prenante de tout le monde. La diversité n'est pas nécessaire.

Nous voulons de la diversité. Il y a de multiples parties prenantes car elles ont différentes positions. J'ai parlé des CCWG au sein de l'IANA par rapport à la transition et la responsabilité. Il y a eu un processus médiocre car certaines personnes s'y intéressent vivement et les personnes sont très différentes les unes des autres. Vraiment très différentes, pas seulement sur des détails. Le Conseil d'administration doit prendre en compte tous ces éléments. Les registres qui exploitent des domaines de premier niveau sont des clients. Les individus qui vendent les domaines sont des clients du processus global de système des noms de domaine. Les registres nationaux sont des clients. Les individus chargés de la propriété intellectuelle qui s'inquiètent des personnes violant leurs marques. Cela arrive souvent sur l'Internet. Des individus enregistrent un nom qui ressemble beaucoup au nom d'une autre personne et prétendent être quelqu'un d'autre. C'est très dur de protéger cela sachant que l'Internet est une ressource mondiale.

Il existe de très nombreux clients et l'ICANN doit prendre en compte les besoins de ces clients et les souhaits de ces clients. C'est ce qui rend les choses difficiles et entretient la controverse. Et espérons-le, c'est aussi ce qui est bien car nous prenons en

compte les différents besoins. Mais vous avez raison. En fait, de mon point de vue, je suis le seul client important, mais malheureusement l'ICANN ne peut partager ce point de vue.

Avons-nous le temps pour une autre question ? Je sais que nous avons dépassé le temps qui nous était imparti.

FEMME NON IDENTIFIÉE : Une autre question.

ALAN GREENBERG : Une autre question.

FEMME NON IDENTIFIÉE : C'est à vous, Alagie.

ALAGIE CEESAY : Merci. Je m'appelle Alagie, je viens de Gambie, je suis boursière pour la seconde fois. Ma question se rapproche un peu de la question d'Arsene, mais je souhaiterais juste clarifier ou expliquer qui peut intégrer une structure At-Large. Selon vous, quel type d'organisation est éligible pour être une structure At-Large ? Merci.

ALAN GREENBERG : Merci. C'est une question intéressante car nous sommes actuellement en train d'en débattre. Nous avons eu une discussion très intéressante il y a environ huit ans lorsque nous avons commencé à rechercher activement des ALS, et nous le faisons de nouveau maintenant. La réponse est que nous n'avons pas beaucoup de restrictions formelles car si vous vous rendez dans certaines parties du monde on vous dira « Eh bien, ce sont les utilisateurs, bien évidemment, car nous nous concentrons sur les utilisateurs. Il ne peut y avoir de sociétés ou de gouvernements impliqués. » Dans d'autres parties du monde, si aucune société ou aucun gouvernement ne sont impliqués, vous n'existerez pas. Certaines personnes disent « Vous devez être officiellement constitué ». Dans certaines parties du monde, se constituer officiellement implique de grandes dépenses et beaucoup de temps.

Donc nos règles sont modérément flexibles. Vous devez être contrôlés par des utilisateurs individuels. Cela ne veut pas dire que d'autres personnes ne peuvent prendre part au processus, mais elles doivent être chargées du contrôle. Vous devez avoir un intérêt dans ce que vous allez faire. Jusqu'à récemment, nous estimions que quiconque avait un intérêt dans l'Internet avait un intérêt dans l'ICANN. Il s'avère que ce n'est pas forcément le cas. Ce que nous faisons est si obscur pour certaines personnes que ça n'a pas grande importance. Nous ajoutons des règles à

propos de cela, mais actuellement, les règles sont les suivantes : vous souhaitez être une ALS, vous êtes contrôlés par des individus, vous ne nous demandez pas de l'argent pour ce faire, des petites choses comme ça.

Il y a très peu de règles mais vous devez souhaiter vivement interagir avec nous, et vous devez être un vrai groupe. Vous ne pouvez prétendre former un groupe et dire que vous et 100 autres de vos amis seront présents. Nous ne vous demandons pas de donner le nom de vos amis mais il serait judicieux qu'ils se réunissent une fois par mois ou quelque chose comme ça ou qu'ils se réunissent sur l'Internet. Si vous avez une page Web, ça serait un plus. Ce genre de choses. Il y a très peu de règles formelles. Quelques-unes sont très importantes. Nous allons probablement en ajouter d'autres, en raison de problèmes que nous avons rencontrés au cours des dix dernières années.

C'est bon ?

FEMME NON IDENTIFIÉE : Ouais. Merci beaucoup, Alan. Tout d'abord, je veux que tout le monde consulte le nouveau site Web d'At-Large. Certains de mes collègues et certains des collègues d'Allan ont travaillé très dur là-dessus pendant longtemps et le résultat est absolument stupéfiant. Je suis ravie du travail qu'ils ont effectué. Et je dis ça parce que nous travaillons sur un autre projet de site Web à

l'heure actuelle, donc on suit certains des modèles qui étaient prévus. C'est juste une parenthèse. Allez consulter le nouveau site Web de l'At-Large, sans faute. Alan, j'imagine que s'ils vous voient, ils peuvent vous arrêter et vous poser toute sorte de questions, à moins que vous ne couriez trop vite.

ALAN GREENBERG :

Si je ne cours pas trop vite. Mon emploi du temps est généralement très chargé, mais si vous pouvez m'arrêter et me poser une question, n'hésitez pas. Sinon, vous pouvez vous procurer facilement mon adresse e-mail. Je reçois beaucoup de spams car elle est facile d'accès, mais n'hésitez pas à me contacter. Rappelez-moi où nous nous sommes rencontrés ou d'où vous venez, et je ferai de mon mieux pour vous aider.

Nous ne cherchons pas à recevoir des prix, mais s'il vous plaît, si vous consultez le nouveau site Web et remarquez que nous avons fait quelque chose de vraiment stupide, il y a certaines erreurs que j'ai notées et qui n'ont pas encore été corrigées, faites-le nous savoir. Nous essaierons d'y remédier.

Merci à tous. Bonne semaine. Apprenez sans modération. Amusez-vous. Nous organisons une grande fête ce soir.

FEMME NON IDENTIFIÉE : Oui. Oui.

ALAN GREENBERG : La présentation promotionnelle de l'Afrique. Nous avons des présentations promotionnelles qui décrivent les caractéristiques de chacune de nos RALO, en fonction de la région dans laquelle nous nous trouvons. Il s'agit d'une présentation promotionnelle très spéciale dans la mesure où elle s'est largement transformée en une soirée d'adieux pour Fadi Chehadé, notre PDG, qui, bien évidemment, est Africain et c'est une présentation de l'Afrique, tout cela semblait aller de soi.

FEMME NON IDENTIFIÉE : Merci beaucoup. Nous devons accélérer la cadence, il nous reste environ 19 minutes. Notre prochain intervenant a apparemment un autre engagement ce matin, mais ce n'est pas grave car il devait parler du GAC. Je pourrais vous parler en long et en large du Comité consultatif gouvernemental, bien plus que 19 minutes, mais comme nous n'avons que 19 minutes, je vais être bref car je veux que vous puissiez poser des questions auxquelles je pourrai, j'espère, répondre.

Tout d'abord, mon historique personnel au sein de l'ICANN. J'ai été pendant trois ans le secrétaire du Comité consultatif gouvernemental. C'est pour ça que je vais poursuivre et vous donner un bref aperçu du GAC, et vous expliquer quel est le rôle du GAC au sein de l'ICANN ainsi que son fonctionnement. Je

souhaite avant tout être bref et vous permettre de poser des questions. Combien d'entre vous font partie d'un gouvernement ? Ouahouh ! Excellent.

Vous êtes-vous rendus au GAC ?

HOMME NON IDENTIFIÉ : Moi ?

FEMME NON IDENTIFIÉE : Ouais.

HOMME NON IDENTIFIÉ : Non.

FEMME NON IDENTIFIÉE : Non ? Combien d'entre vous ont assisté à des réunions du GAC ?

[conversation hors micro]

FEMME NON IDENTIFIÉE : Voilà. Venez parler au micro afin que les interprètes puissent vous entendre. Je veux que la salle s'en empreigne.

HOMME NON IDENTIFIÉ : Lors de la dernière réunion de l'ICANN, j'ai essayé, mais le programme de bourses vous occupe tellement que je n'ai pu assister à l'une des réunions. Cette fois-ci, je compte assister à autant de réunions que possible.

FEMME NON IDENTIFIÉE : Excellent. Cette réunion de l'ICANN est une réunion très importante pour le GAC. Il tient sa réunion gouvernementale de haut niveau aujourd'hui et tout le monde est très pris. Quiconque a assisté à une réunion plénière du GAC - les réunions du GAC avec le Conseil d'administration, la salle est toujours pleine à craquer. Les réunions du GAC avec les autres SO et AC ici au sein de l'ICANN, ce sont toujours des dialogues très intéressants à écouter, mais les réunions plénières du GAC sont organisées d'une façon très intéressante.

Le rôle principal du GAC au sein de l'ICANN est de donner des avis au Conseil d'administration de l'ICANN sur des questions de politique publique, et c'est tout. S'il y a une interaction entre les activités et les politiques de l'ICANN et les lois nationales et accords internationaux. Si le Conseil d'administration de l'ICANN adopte une politique qui est le résultat d'un PDP et qui a des implications ou aura une interaction d'une quelconque façon avec les lois nationales ou un quelconque accord international,

le GAC a un intérêt dans cette politique. Le rôle du GAC est de se réunir, de discuter et de dégager un consensus.

En général, le GAC n'arrive pas à un consensus approximatif. Le GAC se rassemblera longtemps. Je peux vous dire que j'ai passé plus de 10, 15, 20 longues nuits lors des réunions du GAC. Quand je dis longues nuits, c'est jusqu'à 2-3h du matin, le GAC débattant du meilleur avis à donner au Conseil d'administration de l'ICANN sur ces questions.

C'est un processus vraiment fascinant à observer, et ce n'est pas parce qu'ils sont foncièrement en désaccord. C'est un processus évolutif. Ils peuvent arriver à des accords, et c'est très intéressant d'assister à cela. Je recommande vivement d'assister non seulement aux séances du GAC avec d'autres SO et AC, mais également, si vous êtes intéressés, aux réunions plénières du GAC et d'observer comment ils interagissent les uns avec les autres. C'est tout à fait fascinant. Je suis peut-être un peu geek mais c'est vraiment très intéressant à observer.

Lorsque j'ai commencé à travailler au sein de l'ICANN, le GAC était composé d'environ 60 gouvernements. Lorsque j'ai commencé à travailler pour le GAC, il y en avait 120. À présent, il me semble qu'il y a 161 gouvernements nationaux et, je crois, 36 organisations gouvernementales internationales en tant qu'observateurs. C'est une forte augmentation. Lors des trois

années pendant lesquelles j'ai travaillé avec le GAC, ils sont passés de 120 à 145. Ceci s'explique en grande partie par le programme des nouveaux gTLD. Le nombre d'observateurs a également augmenté.

Les membres du GAC se réunissent en personne. Presque tous leurs travaux sont effectués en face à face. D'autres groupes au sein de l'ICANN travaillent très efficacement hors ligne, ils peuvent bien avancer dans leurs travaux. Le GAC tire vraiment profit de ces semaines de réunion. Ils travaillent très efficacement en face à face. Ils misent sur les réunions comme celle-ci lors desquelles ils peuvent discuter, et ils ne parviennent en général pas à un consensus hors ligne. Ils profitent de se retrouver en personne. Ils ne se réunissent que lors des réunions de l'ICANN. Ils tiennent une réunion intersession avant, et cela a été le cas pour le programme des nouveaux gTLD, afin de dégager des accords sur certaines des questions en suspens avec le guide de candidature.

Le GAC aborde des questions entre les séances. Il organise des téléconférences afin de préparer ses membres aux réunions de l'ICANN et de savoir les thèmes qu'ils vont aborder. Il a également un site Web. Il y publie les programmes de toutes ses réunions. Ce sont les seules séances qui se tiennent à huit clos - et ça n'a pas toujours été le cas. Lorsque j'ai commencé à travailler pour le GAC, bon nombre de ses réunions se tenaient à

huit clos, par exemple ses séances de rédaction des communiqués.

Voilà pour un aperçu global du GAC. Les membres du GAC sont les gouvernements nationaux. Le pays lui-même est le membre, et le ministre ou l'entité gouvernementale est le membre qui assiste aux réunions. Voilà une vue d'ensemble du GAC et de son fonctionnement, mais je souhaiterais vraiment répondre aux questions et engager une discussion à cet égard. S'il vous plaît.

HOMME NON IDENTIFIÉ : Je m'appelle [inaudible], boursier pour la deuxième fois. Le programme d'aujourd'hui est quelque peu inhabituel. Lors de l'ICANN52, le groupe de travail sur la sécurité publique, un sous-comité du GAC, tenait des réunions souvent publiques, mais au vu du programme d'aujourd'hui, toutes ses réunions sont à huit clos.

FEMME NON IDENTIFIÉE : Il se peut qu'il soit en phase de rédaction. Peut-être que cela dépend du bon vouloir des groupes de travail individuels. Je n'ai aucune information là-dessus, mais je recommanderais de jeter un œil sur le site Web qui fournit des informations sur les personnes participant à ces groupes de travail. Je recommande

de rechercher ces informations ou de vous adresser en ligne au secrétaire.

ALAN GREENBERG : Il s'agit d'une réunion très spéciale. C'est la deuxième fois. La première fois, c'était à Toronto il y a quelques années. Aujourd'hui, c'est une réunion ministérielle de haut niveau. Des représentants et des ministres en exercice d'environ 50 gouvernements se réunissent et j'imagine que c'est pour cela que certaines réunions se tiennent à huit clos.

Désolé, je pensais que l'on parlait - au temps pour moi.

HOMME NON IDENTIFIÉ : Oui, je parlais du groupe de travail sur la sécurité publique car j'appartiens à un organisme d'application de la loi, c'est mon domaine, c'est pourquoi je suis là.

FEMME NON IDENTIFIÉE : OK. Vous pouvez envoyer un e-mail à gacsec@icann.org afin d'avoir une réponse. On sera en mesure de vous dire à qui vous adresser. Le fait de tenir des réunions à huit clos ou publiques dépend vraiment d'eux, et ils ne disent pas vraiment pourquoi, selon leurs thèmes de discussion.

HOMME NON IDENTIFIÉ : Merci.

ADETOLA SOGBEGAN : Je ne comprends pas bien le rôle du GAC et ce que fait l'ICANN. Je me demande si c'est comme aux Nations unies mais il n'y a pas de membres permanents qui peuvent opposer leur veto sur certaines décisions, il y a 160 nations. Quelles orientations sont suivies, et il y a différents intérêts divergents. Par exemple la Chine veut contrôler l'Internet, ou l'Iran, ou un autre pays revendique une société libre, quelqu'un revendique la liberté de l'Internet. D'autres pays ne veulent pas entendre parler de la liberté de l'Internet. [inaudible] orientations, comment seraient-ils en mesure de dégager un consensus pour après donner un avis au Conseil d'administration de l'ICANN ?

FEMME NON IDENTIFIÉE : C'est une question très intéressante, et c'est un processus très intéressant à observer. Les thèmes qu'ils abordent relèvent uniquement de ce qui est prévu dans la mission de l'ICANN, se fondent uniquement sur ce qui se trouve sur leur agenda, et se fondent uniquement sur les PDP qui les intéressent. S'ils souhaitent donner un avis au Conseil d'administration de l'ICANN, la question en jeu concerne en général un élément qui a été porté à leur attention. Si la GNSO a proposé quelque chose au Conseil d'administration de l'ICANN, et si c'est un PDP, c'est

ce sur quoi ils vont conseiller le Conseil d'administration. Est-ce que je me fais comprendre ? Ils ne conseillent pas le Conseil d'administration de l'ICANN sur des questions qui ne relèvent pas du monde de l'ICANN. Le Conseil d'administration de l'ICANN ne prend pas de décisions sur ce qu'il se passe, donc ils peuvent dire au Conseil d'administration de l'ICANN qu'il y a au sein du GAC différents avis, mais ils ne disent pas au Conseil d'administration de l'ICANN quoi faire à propos de -

ADETOLA SOGBEGAN : OK. C'est clair. J'ai compris maintenant. Merci.

NAVEED SYED : Juste pour compléter ce qui vient d'être dit, il est important que le GAC désigne un membre au Conseil d'administration qui ne dispose pas de droits de vote, mais l'avis du GAC a un statut très spécial pour le Conseil d'administration. S'il souhaite rejeter un avis, il doit avoir de solides motifs. Sinon, il suit en règle générale ce que le GAC propose.

ADETOLA SOGBEGAN : Une fois l'avis rendu, est-il contraignant ?

FEMME NON IDENTIFIÉE : Non.

NAVEED SYED : Il n'est pas contraignant, mais il doit le prendre en compte très attentivement.

ADETOLA SOGBEGAN : OK, donc la règle de l'avis est un peu différente de celle de l'At-Large ?

FEMME NON IDENTIFIÉE : Lorsque vous recevez un avis du GAC, il doit le prendre en compte, l'examiner, puis fournir une justification.

ADETOLA SOGBEGAN : OK. C'est clair.

FEMME NON IDENTIFIÉE : S'il décide de le rejeter, il doit justifier ce rejet. Poursuivez. Alan, vous pouvez poursuivre avec le -

ALAN GREENBERG : S'il souhaite rejeter l'avis, en fait, avant de le rejeter, il doit en discuter avec le GAC et voir s'ils peuvent arriver à un terrain d'entente, ce qui est propre au GAC.

FEMME NON IDENTIFIÉE : Oui. C'est ce qui propre au GAC. S'il le rejette, une discussion doit également se tenir après le rejet.

ADETOLA SOGBEGAN : Un genre de négociation alors, non ?

ALAN GREENBERG : Tout à fait.

HOMME NON IDENTIFIÉ : Bonjour à tous. Je crois que vous avez un peu répondu à ma question. J'ai deux petites questions à poser. La première question est la suivante : dans le contexte actuel de transition de la supervision de l'IANA, comment le gouvernement réagit-il à cela ? La seconde question : pouvez-vous nous en dire plus sur le processus de compromis ? Car l'ICANN prend des décisions suivant le modèle multipartite, mais le gouvernement, en général, prend des décisions descendantes. Pouvez-vous essayer de nous donner des exemples de ce fantastique compromis qui se déploie dans l'espace de l'ICANN ?

FEMME NON IDENTIFIÉE : Concernant la première question, ça fait longtemps que je n'appartiens plus au Comité consultatif gouvernemental pour

pouvoir vous répondre. Nous allons devoir attendre et voir. Ils en parlent encore maintenant. Nous attendrons et verrons.

La seconde question, c'est vraiment un processus intéressant à observer. Ils adoptent une approche descendante, et ça peut être très difficile pour eux. « Nous sommes des gouvernements. Nous sommes ici. Nous participons, mais nous sommes des gouvernements. » Mais de nombreux gouvernements comprennent également qu'il s'agit d'un modèle multipartite, et ils soutiennent ce modèle. Ils font partie du modèle multipartite. Ils veulent le soutenir, et ils souhaitent y participer le plus possible. Lorsque ce type de discussion a lieu en même temps et qu'il y a aussi cette compréhension, c'est alors que les négociations et les discussions relatives au consensus commencent vraiment à prendre forme.

J'ai assisté à tellement de magnifiques discussions dans cette salle, qui m'ont littéralement éreinté. J'ai vu les portes s'ouvrir au fil des ans. Pour moi, c'est ce qui a été intéressant. Le plus intéressant c'est que lorsque j'ai commencé, ces portes étaient tout le temps fermées. Voir ces portes s'ouvrir, même pour leurs réunions plénières, et permettre à d'autres gens d'entrer et d'observer leur façon de faire, je trouve ça fascinant.

HOMME NON IDENTIFIÉ : Vous conseillez donc aux personnes d'y assister ?

FEMME NON IDENTIFIÉE : Assistez aux réunions du GAC. Ça peut être un peu rébarbatif. Beaucoup de choses au sein de l'ICANN peuvent être rébarbatives, mais allez voir le GAC. Même s'il ne se réunit pas avec une unité constitutive c'est intéressant, allez voir leurs réunions plénières. Ça peut être intéressant. Il me semble que seules quelques réunions se tiennent à huit clos, mais c'est une réunion intéressante, comme Alan a dit. Ils tiennent des réunions ministérielles, qui sont un peu différentes, mais les réunions plénières, assistez-y.

HOMME NON IDENTIFIÉ : Merci.

FEMME NON IDENTIFIÉE : Je vous en prie.

Nous avons sûrement le temps pour une autre question, s'il ne s'agit pas -

FEMME NON IDENTIFIÉE : C'est une question rapide.

FEMME NON IDENTIFIÉE : Allez-y.

AMRITA CHOUDHURY : Merci. Je suis boursier pour la troisième fois. Ma question est la suivante, on parle beaucoup de diversité au sein de l'ICANN, d'entendre de nouvelles voix, de toutes les SO et tous les AC. Qu'en est-il du GAC ? Plusieurs gouvernements n'en font pas encore partie. Putin, par exemple, n'est pas là. Et bien d'autres. Que fait le GAC afin de sensibiliser tous les gouvernements ?

FEMME NON IDENTIFIÉE : En ce qui concerne les activités du GAC, lorsque j'en étais membre, de nombreuses activités de sensibilisation étaient menées, mais je sais que l'équipe de l'ICANN chargée de la relation avec les gouvernements fait beaucoup afin d'attirer de nouvelles personnes. Et l'équipe chargée de la relation avec les parties prenantes mène également de nombreuses activités de sensibilisation au sein de ses régions. Je crois que la région Océanie est représentée à 100 % au sein du GAC pour cette réunion, c'est énorme. Il est intéressant que cette région soit représentée à 100 % au sein du GAC. De notre côté, de nombreuses activités de sensibilisation sont menées pour « recruter » de nouvelles personnes.

HOMME NON IDENTIFIÉ : Ce processus est d'une aide précieuse.

FEMME NON IDENTIFIÉE : Oui, ce processus aide vraiment, ce processus de bourse. Levez encore votre main pour les gouvernements.

HOMME NON IDENTIFIÉ : Nous avons vu cela par le passé. De nombreux boursiers reviennent et intègrent leur gouvernement dans le GAC. J'en ai vu un certain nombre d'exemples.

FEMME NON IDENTIFIÉE : Oui, tout à fait. Absolument.

Vous aviez une question ? Une minute.

FEMME NON IDENTIFIÉE : J'allais poser la même question car je représente le Bhoutan et je travaille pour un FSI semi-gouvernemental. Nous parlions de tous les gouvernements. Je pense que notre gouvernement ne participe pas, je dois donc sensibiliser mes communautés, vraiment, car presque tout le monde est présent ici et je pense que je dois sensibiliser mon gouvernement. Peut-être que lors de la prochaine réunion de l'ICANN, notre gouvernement sera représenté, merci.

FEMME NON IDENTIFIÉE : Absolument. Absolument. Si vous souhaitez obtenir davantage d'informations à ce sujet, je peux vous mettre en contact avec certains de nos -

FEMME NON IDENTIFIÉE : Oui, un soutien aussi, peut-être.

FEMME NON IDENTIFIÉE : Oui, tout à fait. Oui, super.

Il nous reste une minute. Je veux rappeler à tout le monde d'être à l'heure demain à 7h00. Nous commencerons à 7h00. Notre premier intervenant débute à 7h00. Notre premier intervenant demain -

[conversation hors micro]

FEMME NON IDENTIFIÉE : Oui, nous avons deux séances demain. Un intervenant du NCSG. Nous avons une journée bien remplie demain. Nous avons Tapani du NCSG. Rudi de la NPOC. C'est marrant les acronymes, hein ? Nous les avons tous appris hier. Quelqu'un s'en souvient ? Puis nous aurons également une présentation de la NCUC et puis le - c'est mon préféré. C'est mon préféré. Vous êtes prêts ?

Je vais vous dire ce que c'est - l'ISPCP. Les fournisseurs de services Internet

Vous vouliez dire quelque chose ? Ah, d'accord. Vous vous étiriez.

Il est exactement 8h15. La cérémonie d'ouverture commence dans 15 minutes, donc prenez une courte pause, étirez-vous et profitez de la cérémonie d'ouverture.

HOMME NON IDENTIFIÉ : Tout le monde a-t-il signé la feuille ?

FEMME NON IDENTIFIÉE : Tout le monde a-t-il signé la feuille ?

HOMME NON IDENTIFIÉ : Oui.

FEMME NON IDENTIFIÉE : Oui ? Alan, merci d'être venu, et bonne journée à tous. On se voit cet après-midi. Tout le monde sait-il où se trouve la salle ?

[FIN DE LA TRANSCRIPTION]